

## Repenser l'aménagement du territoire : une réponse aux défis climatique, énergétique et social

*Vincent Levita, fondateur et Président d'InfraVia, et Bruno Candès, associé, militent pour un nouveau modèle reposant sur une coopération étendue entre pouvoir politique, entreprises publiques et privées, acteurs financiers.*

Dans un État centralisé comme la France où le débat public passionne, l'aménagement du territoire a toujours été un sujet d'intérêt. Nous sommes aujourd'hui confrontés d'un côté à une remise en cause du modèle de développement urbain liée à la saturation des transports publics, la pénurie de logements, les enjeux des nouvelles mobilités et, de l'autre, le déclassement de certains territoires avec le manque d'industries et d'emplois qualifiés. Face à ces bouleversements et à ceux induits par la technologie, les nouveaux modes de travail et la tertiarisation de l'économie, que peut-on faire pour éviter l'archipélisation du territoire ? Pour relever ces défis, les solutions isolées ne suffiront pas. Il est temps de penser un nouveau modèle reposant sur une coopération étendue entre pouvoir politique, entreprises publiques et privées, acteurs financiers.

En premier lieu il convient de reconnaître que la transformation du travail, qui a lieu sous nos yeux, est fondamentale quand on réfléchit aux sujets d'aménagement du territoire. Nous avons étendu nos villes en développant à leurs périphéries des d'emplois très administratifs, qui sont aujourd'hui directement impactés par la digitalisation et la montée en puissance industrielle de l'IA. Inversement, nous nous rendons compte qu'il est devenu difficile, en particulier en période de quasi-plein-emploi, de trouver les ressources suffisantes pour délivrer certains services essentiels en centre-ville (santé, éducation, etc.), comme en témoignent les difficultés de recrutement de l'APHP pour certains de ses hôpitaux. C'est un mouvement profond qui nous oblige, sans tomber dans le fantasme de la «ville du 1/4 d'heure», à repenser nos infrastructures et à adapter notre bâti à ces nouveaux flux.

### Planification

Il est également temps de redonner du sens à la planification, qui n'est pas un épouvantail, notamment dans sa dimension écologique, car elle marque le retour du temps long et du volontarisme. Le renouvellement des mobilités, la limitation de l'artificialisation des sols, l'évolution des usages des bâtiments sont des exemples de sujets qui doivent nous aider à penser à une échelle plus large, à favoriser l'horizontalité et la coopération entre les territoires.

Une piste de réflexion serait de ré-inventer la gouvernance entre l'État, les collectivités locales et ultimement les citoyens. Cette approche nécessite d'appréhender notre société dans sa complexité et sa diversité, de réinvestir le politique et de se doter d'une vision qui propose aux citoyens d'être acteurs de ces changements. Dans le même temps, il conviendrait de désacraliser la relation verticale avec l'État et de développer une vraie horizontalité entre ac-

teurs locaux de façon à faire foisonner les initiatives et faire en sorte que chacun s'approprie les trajectoires de développement écologiques. Au-delà de la régulation nécessaire, il faut pouvoir assurer une gouvernance efficace afin de maximiser l'efficacité des politiques mises en œuvre.

Enfin, quel peut être le rôle de la tech dans ce contexte ? Il faut bien sûr l'approprier, comprendre ce qu'elle peut amener mais aussi intégrer qu'elle ne peut pas tout faire. On ne résoudra pas les problèmes de cohésion au sein des villes par plus d'intelligence artificielle. Néanmoins, les bâtiments intelligents, les solutions de transport multimodales ou les services connectés permettent d'améliorer la connectivité, l'empreinte carbone de l'habitat, et transforment également le rapport des habitants à leur environnement quotidien et à la vie collective.

Confrontés à la crise climatique, énergétique et sociale, le progrès technologique et les infrastructures sont essentielles pour accélérer le changement et améliorer la qualité de vie. Nous devons le faire avec un objectif d'inclusion sociale et démocratique, en traitant les inégalités de territoires, en comblant le déficit démocratique et, si possible, en retrouvant le sens de l'émerveillement et de la beauté du monde.



par [Vincentlevita@agefi.fr](mailto:Vincentlevita@agefi.fr) (vincent Levita) et [Brunocandes@agefi.fr](mailto:Brunocandes@agefi.fr) (bruno Candès)

